

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/W/121**

**G/SCM/W/130**

19 octobre 1995

(95-3200)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## QUESTIONS CONCERNANT LES NOTIFICATIONS DE LOIS ET REGLLEMENTATIONS PRESENTEES PAR LE GOUVERNEMENT NEO-ZELANDAIS<sup>1</sup> AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Le Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 10 octobre 1995.

### METHODOLOGIE ANTIDUMPING

Moyenne des prix. Il semble que la législation néo-zélandaise ne contienne pas de disposition concernant l'établissement de la moyenne des prix.

1. Sur quelle base seront effectuées les comparaisons entre les prix (transaction par transaction ou moyenne à moyenne)?

Valeur construite - Bénéfices. L'article 5 2) d) ii) B) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 7) prévoit la prise en compte des bénéfices dans le calcul de la valeur construite. Il y est dit que le montant des bénéfices est établi en fonction de la marge bénéficiaire "normalement réalisée sur les ventes de produits appartenant à la même catégorie générale, effectuées sur le marché intérieur ...". L'article 2.2.2 de l'Accord antidumping prévoit que les montants correspondant aux bénéfices sont fondés sur des données réelles concernant la production et les ventes du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Le recours aux bénéfices réalisés pour la même catégorie générale de produits n'est possible que lorsque l'on ne peut pas utiliser des données réelles concernant les bénéfices réalisés en ce qui concerne le produit similaire.

2. Comment la Nouvelle-Zélande appliquera-t-elle l'article 5 2) d) ii) B) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 7), qui prévoit que les bénéfices sont établis par rapport aux produits appartenant à la même catégorie générale de façon à respecter la prescription de l'article 2.2.2 qui veut que les bénéfices soient fondés dans les cas où cela est possible sur les bénéfices réels réalisés en ce qui concerne le produit similaire?

Valeur construite - Frais de transport. Selon l'article 5 2) d) (G/ADP/N/1/NZL/2), la valeur construite comprend les frais de livraison afférents à la vente. Or, l'article 4 (G/ADP/N/1/NZL/2, page 6) prévoit que le prix à l'exportation ne comprend pas les dépenses résultant de l'exportation du produit (ce qui inclut vraisemblablement les frais de transport maritime). Selon l'article 2.4 de l'Accord antidumping,

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/NZL/2-G/SCM/N/1/NZL/2.

il doit être procédé à une comparaison entre le prix à l'exportation et la valeur normale, qui doit être normalement faite au stade sortie usine.

3. Comment la Nouvelle-Zélande procédera-t-elle à la comparaison entre les prix à l'exportation (non compris les frais de transport) et la valeur normale à un point de livraison commun si les frais de livraison sont compris dans la valeur construite?

#### SUBVENTIONS ET MESURES COMPENSATOIRES

Définition d'une subvention. La définition du terme "subvention" est contenue à l'article 3 (G/ADP/N/1/NZL/2, page 4). Cette définition recouvre "tout avantage financier ou autre avantage commercial qui revient ou reviendra, directement ou indirectement, à des personnes participant à la production, à la fabrication, à la culture, à la transformation, à l'achat, à la distribution, au transport, à la vente, à l'exportation ou à l'importation de produits, dans le cadre d'un plan, programme, activité ou action, prévu ou mis en oeuvre par un gouvernement étranger ...".

4. Selon l'article 1.1 a) 1) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, il faut qu'il y ait "contribution financière" des pouvoirs publics pour que l'on puisse considérer qu'il y a subventionnement. Une "contribution financière" est-elle une condition nécessaire pour considérer qu'il y a subventionnement en vertu de la loi? Si oui, comment détermine-t-on l'existence d'une contribution financière?

#### PROCEDURES RELATIVES AUX ENQUETES

Engagement de la procédure/Soutien de la branche de production. Selon l'article 10 3) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 13), le degré de soutien est fondé sur la production du produit similaire "produit pour la consommation intérieure". L'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires prévoient que le soutien de l'industrie doit être fondé sur "les productions additionnées", et ne contiennent pas cette restriction concernant la "consommation intérieure".

5. Etant donné cette différence, pourriez-vous expliquer en quoi l'article 10 3) est compatible avec l'article 5.4 de l'Accord antidumping et l'article 11.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?
6. En vertu de l'article 10 3), se peut-il que, dans le calcul du soutien de la branche de production, un producteur ne soit pris en compte que pour la part de sa production qui est vendue aux fins de la consommation intérieure et non pour sa production totale du produit similaire? De quelle manière sera effectué ce calcul du soutien de la branche de production?

Traitement des renseignements de nature exclusive. L'article 10 6), 7) et 8) est consacré au traitement des renseignements de nature exclusive (G/ADP/N/1/NZL/2, pages 14 et 15). Selon l'article 10 6) b), toutes les parties intéressées se voient ménager la possibilité raisonnable d'avoir accès à tous les renseignements qui sont du domaine public, à moins qu'il soit permis de ne pas révéler l'information en vertu de la Loi de 1982 sur les informations officielles.

7. La Loi sur les informations officielles contient-elle une définition de l'expression "renseignements de nature exclusive"?

Durée de l'enquête. L'article 10A (G/ADP/N/1/NZL/2, page 15) stipule qu'"un avis écrit des faits et des conclusions essentiels qui constitueront vraisemblablement le fondement de la détermination

finale" est donné aux exportateurs/producteurs, au gouvernement du pays considéré et aux autres parties intéressées, dans les 150 jours suivant l'ouverture de l'enquête.

8. L'"avis écrit" constitue-t-il la détermination préliminaire?

En vertu de l'article 10 6) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 14), après l'ouverture de l'enquête les défendeurs se voient ménager la possibilité raisonnable de présenter des éléments de preuve se rapportant à l'enquête.

9. Comment la Nouvelle-Zélande fera-t-elle en sorte que la "possibilité raisonnable" de présenter des renseignements prévue à l'article 10 6) laisse aux défendeurs un délai d'au moins 37 jours pour répondre aux éventuels questionnaires visés à l'article 6.1.1 de l'Accord antidumping et à l'article 12.1.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Mesures provisoires. L'article 16 1) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 20) prévoit que des mesures provisoires peuvent être imposées après 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête, conformément à l'article 7.3 de l'Accord antidumping et à l'article 17.3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

10. Selon l'article 16 2) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 20), "Nonobstant le paragraphe 1 [de l'article 16], le Ministre peut, par voie d'avis, ordonner à titre provisoire la constitution, conformément à la Partie IX de la Loi douanière de 1966, d'une caution qui garantisse le paiement du droit en ce qui concerne le produit faisant l'objet de l'enquête". Pourriez-vous indiquer les effets concrets de cette disposition? Pourriez-vous préciser en quoi l'adoption d'une mesure avant l'expiration du délai de 60 jours à compter de l'ouverture de l'enquête est justifiée eu égard à l'Accord antidumping et à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?
11. Si des mesures provisoires sont imposées conformément à l'article 16 2) et ne cessent pas avant la détermination finale établie conformément à l'article 16 3), elles peuvent rester en vigueur pendant plus de quatre mois. Cette interprétation est-elle correcte? Si oui, en quoi cette disposition est-elle compatible avec l'article 7.4 de l'Accord antidumping et l'article 17.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

#### REEXAMENS ADMINISTRATIFS

L'article 14 10) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 18) prévoit que lorsqu'une réévaluation donne lieu à l'imposition d'un droit inférieur, le Ministre **peut** exiger le remboursement de la différence entre le droit acquitté et le nouveau droit.

12. L'article 9.3.2 de l'Accord antidumping stipule que "lorsque le montant du droit antidumping sera fixé sur une base prospective, des dispositions seront prises pour que tout droit acquitté en dépassement de la marge de dumping soit remboursé, sur demande". Il semble que, selon l'article 14 10), le remboursement du trop-perçu soit laissé à l'appréciation des autorités. Est-ce correct?

L'article 4 1) b) i) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 6) prévoit que "les montants de tous droits et taxes appliqués au titre de **toute loi**" doivent être déduits du prix à l'exportation lorsque l'achat du produit par l'importateur ne constitue pas une transaction conclue dans des conditions d'indépendance.

13. Les droits antidumping ou les droits compensateurs sont-ils considérés comme des droits imposés en vertu de la loi?

Nouveaux exportateurs. L'article 14 8) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 18) prévoit que l'autorité compétente doit "à la demande d'une partie intéressée qui présente des éléments de preuve positifs justifiant la nécessité d'un réexamen" entreprendre un réexamen et le terminer dans un délai de 180 jours après qu'il a été entrepris.

14. L'article 9.5 de l'Accord antidumping prévoit qu'il est procédé à un réexamen pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas exporté le produit pendant la période couverte par l'enquête et qui ne sont liés à aucun des exportateurs ou des producteurs assujettis aux droits antidumping. L'article 14 8) doit-il être considéré comme la disposition concernant les nouveaux exportateurs? Sinon, une disposition à cet effet sera-t-elle ajoutée à la loi?
15. Des droits seront-ils perçus pendant la durée du réexamen au titre de l'article 14 8)?
16. L'article 14 8) prévoit qu'il est procédé à un réexamen si une partie intéressée "présente des éléments de preuve positifs justifiant la nécessité d'un réexamen". Si l'article 14 8) constitue la disposition concernant les nouveaux exportateurs, comment l'obligation de présenter des éléments de preuve positifs est-elle conforme avec l'article 9.5 de l'Accord antidumping qui ne fait pas mention de cet élément?

Abrogation. L'article 14 7) (G/ADP/N/1/NZL/2, page 18) autorise le Ministre à supprimer en totalité ou en partie un droit antidumping ou un droit compensateur imposé à la suite d'une détermination finale, mais ne prévoit pas comment la décision pertinente sera prise. Cette disposition jouxtant les dispositions relatives au réexamen, peut-on en conclure que la décision sera prise dans le cadre du réexamen?<sup>2</sup>

17. Quels sont les modalités et les critères applicables à l'abrogation des droits et des engagements en matière de dumping et de droits compensateurs, en dehors de la clause d'extinction?

#### DOMMAGE

18. L'article 8 2) d) de la loi (G/ADP/N/1/NZL/2, page 11) contient la liste des facteurs économiques pertinents qui doivent être pris en compte. Cette liste est-elle exhaustive?
19. La législation néo-zélandaise contient-elle une prescription analogue à celle que contiennent l'article 3.7 de l'Accord antidumping et l'article 15.7 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires selon laquelle la détermination concluant à une menace de dommage important "se fondera sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités"?
20. La législation néo-zélandaise contient-elle une disposition analogue à celle que contiennent l'article 3.6 de l'Accord antidumping et l'article 15.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires touchant l'examen de la production nationale du produit similaire ou du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit?

---

<sup>2</sup>L'article 11 de la loi contient des indications sur la clôture des enquêtes, y compris la marge *de minimis*. Mais la législation néo-zélandaise ne précise pas si ces dispositions s'appliquent aussi aux réexamens.

### REEXAMEN INDEPENDANT

La loi ne contient pas de disposition expresse touchant la nécessité de procéder à un réexamen indépendant des mesures administratives finales en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs.

21. Un examen indépendant des déterminations en matière de droits antidumping et de droits compensateurs est-il possible en Nouvelle-Zélande? Si oui, sur quel texte juridique est-il fondé? Ce texte a-t-il été notifié à l'OMC?
22. La législation néo-zélandaise contient-elle des dispositions au sujet de la mise en oeuvre des rapports des groupes spéciaux de l'OMC?